

1789 et 2016 : mêmes moyens, mêmes objectifs.

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 10 juin 2016

La terreur révolutionnaire, qui commença dès le printemps 1789, et non en 1793, comme le laisse entendre l'histoire officielle afin de la minimiser en en réduisant la durée, se donna pour objectif principal de régénérer l'homme, en déconstruisant tous les fondements sur lesquels celui-ci s'appuyait.

Elle s'attaqua avec la dernière violence au système monarchique, à la religion catholique, aux familles, à l'enseignement, à la morale traditionnelle, à la culture etc. La France nouvelle se devait d'être démocratique, libre de mœurs, fraternelle et égalitaire. Pour y parvenir, tous les moyens étaient permis, de la suppression de toute liberté à l'extermination la plus radicale des opposants. Les révolutionnaires mirent donc en place, dans de courts délais, une implacable dictature, qui, en quelques années, se traduisit par un bain de sang comme la France n'en avait jamais connu. Cerise sur le gâteau, ils avaient cru nécessaire de déclarer la guerre à tous les pays européens : il était de leur devoir d'exporter par tous les moyens, même les plus violents, le nouveau paradis révolutionnaire qu'ils avaient follement décidé de créer.

La même terreur révolutionnaire se met actuellement en place dans notre pays, de façon inexorable. La régénération de l'homme est au programme officiel des « dirigeants » en place. Il s'agit bien de terminer le travail inachevé de la révolution de 1789, par la déconstruction finale des fondements de notre pays. À la nation française doit succéder une Europe ouverte aux quatre vents, puis un monde global de consommateurs favorisant des migrations de populations aussi échevelées que salutaires. À la famille naturelle doit succéder une collection d'individus interchangeables autorisant toutes les combinaisons possibles. À l'instruction traditionnelle doit succéder une « éducation » assurée par l'État afin de soustraire les enfants aux déterminismes familiaux. À la morale traditionnelle doit succéder un libertarisme de mœurs, permettant toutes expériences, surtout les plus « innovantes ».

Pour mener à bien ce vaste programme, les armes utilisées ressemblent étrangement à celles de la grande Révolution. Le très mal nommé ministère de l'Education nationale, après avoir consciencieusement mené la déconstruction du service public de l'instruction, s'attaque, comme il fallait s'y attendre, au système dit « hors contrat », dernier espace de liberté pour les familles. Le très impuissant ministère de l'Intérieur accorde une impunité quasi complète aux casseurs, aux voyous, aux gauchistes, aux islamistes, aux anti-tout et autres pourfendeurs de tout ce qui est « phobe », mais réprime avec une implacable sévérité les défenseurs de « l'ordre bourgeois », qui dressent de petites digues pour tenter de stopper le ravageur tsunami de la déconstruction. Le très décadent ministère de la Famille ne s'intéresse qu'aux modèles familiaux les plus contestables, et engage avec vigueur son nouveau combat fondamental : la promotion de la très épanouissante pornographie, rangée dans la catégorie de l'expression artistique la plus libre.

Comme au début de la Révolution française, la soumission à l'ordre nouveau est générale, et la répression des authentiques résistants systématique. Il est à craindre que la violence d'État, ou celle de ses affidés, augmente d'intensité puisque les déconstructeurs, accélérant leur œuvre de mort, se heurteront mécaniquement à une opposition croissante. La toute récente attaque des pacifiques Veilleurs par les fascistes de Nuit debout est un mauvais signal, parmi tant d'autres. Les nuages s'amoncellent, l'avis de tempête est là, et le risque de vivre des lendemains qui ne chantent pas augmente à vive allure. Cela dit, « ce » gouvernement ne doit pas imaginer que les Français laisseront sombrer leur pays sans réagir : si la déconstruction s'accélère de semaine en semaine, l'action de résistance se développe de jour en jour. Plus que onze mois...mais puisse la suite être à la hauteur des enjeux !

François Billot de Lochner,

Président de la *Fondation de Service politique*,

de *Liberté politique* et de *France Audace*.